

Merci de répondre sous chaque question en respectant le nombre de caractères indiqué. Pour les deux questions à choix multiples, vous pouvez répondre directement dans les cases prévues.

Vision globale

- Quelles sont vos propositions pour que l'Union Européenne incite les États-membres à **réduire efficacement leurs impacts socio-environnementaux et climatiques** (pollution de l'air, l'eau et les sols, érosion de la biodiversité, impacts des industries et de notre consommation sur les populations etc...), en Europe comme dans le reste du monde ?

Votre réponse (*maximum 4000 caractères espaces compris*) :

Notre programme prévoit de nombreuses mesures qui cherchent à réduire l'impact social et climatique de l'Europe :

- *sur le plan juridique : interdictions des pratiques polluantes et des produits les plus nocifs, mais aussi le renforcement des droits de l'environnement pour faciliter le travail des ONG,*
- *sur le plan fiscal : taxation aux frontières de l'Europe et sur le plan économique, notamment l'investissement massif pour changer notre modèle économique et productif,*
- *sur le économique : investissement massif dans l'économie d'énergie, les énergies renouvelables, les transports non polluants.*

Voici quelques extraits de notre programme :

LIBÉRONS LES PEUPLES DES POLLUEURS POUR UN DROIT À SE NOURRIR SAINEMENT, À RESPIRER UN AIR PUR, À PRÉSERVER DURABLEMENT NOS RESSOURCES.

Donnons l'argent européen au climat, pas aux banques. 500 milliards par an pour le Green New Deal. Nous nous engageons pour une Europe zéro carbone en 2050 libérée des énergies fossiles et nucléaires. Par sa taille, l'Europe en a les moyens. Par sa taille, elle en a la capacité. Ces engagements seront tenus sur le sol européen sans recourir aux artifices du marché carbone. Nous financerons les investissements massifs dans les économies d'énergie, le logement et la rénovation thermique, les énergies renouvelables, et les mobilités propres par un engagement financier de 500 milliards d'euros par an, dégagé grâce à la mobilisation des banques centrales. Cet investissement est à la hauteur de l'enjeu historique qu'est la construction d'un nouveau modèle de société et la lutte contre le changement climatique et les inégalités. Il permettra de créer des centaines de milliers d'emplois durables et non-délocalisables. Nous interdirons aux banques d'investir dans les projets d'énergies fossiles et intégrerons les objectifs climatiques de l'accord de Paris dans le mandat de la Banque centrale européenne.

Décidons d'un plan d'urgence absolue pour sauvegarder la biodiversité et le bien-être animal et créons une Cour Européenne de l'Environnement. L'Europe doit punir avec une tolérance zéro les responsables de crimes contre la biodiversité et le vivant. Pour lui donner les moyens d'agir, nous travaillerons à faire reconnaître le crime d'écocide et créerons une cour européenne des droits de la nature pour garantir aux générations futures le droit à vivre dans un environnement pérenne. Nous continuerons à porter au Parlement européen le combat pour la reconnaissance de la responsabilité des pollueurs, dans des scandales sanitaires et environnementaux tels que le chlordécone aux Antilles. La mobilisation de ces nouveaux outils permettra également de mener le combat sur les boues rouges dans le parc national des Calanques à Marseille, ou en Guyane contre le projet de la Montagne d'Or.

Refusons la prospection et l'exploitation du gaz de schiste et du pétrole de schiste en Europe. Aujourd'hui nous assistons à une dégradation généralisée des sols à l'échelle mondiale dont les conséquences sont partout dévastatrices. L'extraction de gaz et de pétrole de schiste et de houille altère durablement la qualité de nos sols. Elle ne peut pas être la béquille pour pallier la hausse des prix du pétrole. C'est pourquoi nous nous opposons à l'exploration comme à l'exploitation du gaz de schiste et du pétrole de schiste en Europe. Nous porterons la première directive de protection des sols.

Des normes écologiques et sociales aux frontières de l'Union pour les échanges commerciaux. Nous mettrons en place les mesures financières correctrices : ajustement carbone aux frontières et clauses sociales protectrices. Par principe, tout accord engageant des reculs dans des domaines clés tels que l'agriculture, l'environnement, la santé, les métaux de base et les données numériques sera rejeté.

Agriculture et alimentation

- Quels sont les **intrants chimiques** (pesticides, engrais...) à interdire ou encourager selon vous et par quels moyens ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Nous souhaitons mener une politique qui interdise les polluants dans tous les domaines.

Voici quelques extraits de notre programme :

« Interdisons immédiatement les polluants et perturbateurs endocriniens

Soyons clairs : notre santé passe bien avant leurs profits. Nous voulons rendre l'Europe respirable. Pour cela, il faut réduire drastiquement les émissions de polluants dans l'air et nos assiettes. Entraînant des maladies respiratoires mais aussi cardiovasculaires, la pollution de l'air tue prématurément plus que le tabac en ciblant particulièrement les enfants, les personnes fragiles et les populations les plus précaires. C'est en Europe que se décident les moyens de protéger notre santé. Nous interdirons définitivement les polluants et les perturbateurs endocriniens, qui empoisonnent les corps, l'eau et les aliments. Et parce que protéger la santé des autres, c'est aussi protéger sa propre santé, nous soutiendrons une politique européenne ambitieuse d'accès aux médicaments innovants tels que la thérapie génique ou l'immunothérapie. »

Nous porterons la première directive de protection des sols.

- Êtes-vous favorable au maintien d'une **Politique Agricole Commune** au niveau européen ? Quels mécanismes de redistribution des aides entre les différents types de fermes ou d'agriculteurs souhaitez-vous privilégier ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Nous sommes favorables au maintien d'une PAC selon le principe de la coopération et la solidarité entre les pays européens. Mais cette politique doit radicalement changer et se mettre au service d'une alimentation saine et abordable pour tous, de la préservation d'un sol vivant, de la biodiversité, des ressources naturelles, d'un environnement écologiquement fonctionnel, de circuits courts et d'une rémunération équitable pour les producteurs.

Nous harmoniserons la PAC avec l'ensemble des mesures environnementales, les directives « Oiseaux » et « Habitats », les directives sur le nitrate, sur les pesticides, sur la réduction des émissions, les directives-cadres sur l'Eau et la Stratégie Marine.

Nous soutiendrons l'agroforesterie pour améliorer la diversité des espèces cultivées, promouvoir la restructuration des forêts et leur adaptation au climat, et favoriser la reforestation.

En outre, nous initierons une transformation de l'élevage animal intensif à grande échelle en Europe vers des pratiques durables à petite échelle, notamment en réorientant les subventions de la PAC vers l'agriculture biologique, la culture de fruits et légumes, la permaculture et les recherches qui s'y consacrent.

Nous estimons que l'Union Européenne doit œuvrer à l'autosuffisance alimentaire, tout en réduisant notre dépendance aux exportations commerciales et au dumping agricole.

Voici un extrait de notre programme :

« Créons un « bouclier bio » pour sauver notre alimentation et nos agriculteurs

Nous mettrons en place un bouclier bio qui financera intégralement les coûts du passage à l'agriculture biologique pour les agriculteurs. Cette nouvelle politique agricole commune sera financée par la PAC et la taxation des importations hors UE de produits alimentaires non biologiques. Nous soutiendrons la diversification des installations agricoles, la réduction de la part des monocultures (banane et canne à sucre), et nous soutiendrons l'installation des petits producteurs à travers un nouveau régime d'aide redistributif. »

- Comment concevez-vous la cohérence des politiques entre **l'interdiction de culture des OGM** sur le territoire français et l'importation massive de produits issus des cultures OGM dans le même temps ? Quels outils mettre en place ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Nous revendiquons une application plus forte du principe de subsidiarité écologique et sociale.

Nous pensons que nous ne pouvons attendre une hypothétique majorité et, pendant ce temps, continuer à subir les conséquences de normes environnementales ou sociales défavorables. Nous demandons l'application d'un principe de subsidiarité écologique et social. Le principe de subsidiarité, introduit dans la législation communautaire par l'article 3 B du Traité de Maastricht, stipule que les décisions prises dans l'Union européenne le soient au niveau le plus pertinent et le plus proche possible des citoyens.

Selon ce principe, les élus français peuvent mettre en place des mesures protectrices à nos frontières. En effet, peuvent d'ores et déjà être proscrits, sur le territoire national et à l'importation, les produits agro-alimentaires comportant du glyphosate ou des OGM.

Nous cherchons à harmoniser la réglementation à l'intérieur des frontières de l'Europe

Les mesures que prendrait la France ne sont que transitoires en attendant une évolution européenne favorable à l'ensemble des citoyens. La France pourra être à l'origine d'un noyau de pays voulant accélérer la transition écologique et sociale et adapter ses mesures pour obtenir une masse critique de pays les appliquant.

Cette transition nécessite un renforcement des règles aux frontières de l'Europe. Voici une de nos 21 engagements pour l'Europe du 21^e siècle qui va dans ce sens :

« Des normes écologiques et sociales aux frontières de l'Union pour les échanges commerciaux. Nous refuserons que les produits importés en Europe favorisent le dumping social et détruisent l'environnement au nom du moindre coût. Nous mettrons en place les mesures financières correctrices : ajustement carbone aux frontières et clauses sociales protectrices. Par principe, tout accord engageant des reculs dans des domaines clefs tels que l'agriculture, l'environnement, la santé, les métaux de base et les données numériques sera rejeté. »

Aménagement du territoire

- Quels **facteurs environnementaux ou sociaux** devraient être pris en compte dans l'attribution des **aides au développement** des territoires ? Souhaitez-vous que les **orientations politiques** en termes d'aménagement du territoire fixées par l'Union Européenne deviennent **davantage contraignantes** ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

*Oui, le budget de l'UE devra davantage prendre en compte des objectifs environnementaux, sociaux et démocratiques.
Le programme du printemps européen prévoit :*

Pacte Climat 2030

Nous soutiendrons la suppression progressive de toutes les subventions néfastes pour l'environnement et nous renforcerons l'examen des impacts environnementaux dans le budget de l'Union Européenne. Nous favoriserons les mobilités à faibles émissions, la marche, le cyclisme et des transports en commun. Nous favoriserons le transfert du transport de marchandises vers le rail et les voies navigables. Nous soutiendrons le développement des énergies renouvelables et retirerons les obstacles à la production et au stockage de l'énergie solaire et éolienne.

Programme de Solidarité

Nous proposons de créer un Programme de Solidarité d'urgence, dont le but sera d'éradiquer l'extrême pauvreté et de garantir l'accès aux biens de première nécessité pour toutes les personnes domiciliées dans l'Union Européenne. Nous développerons radicalement le budget du Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis (FEAD), afin de soutenir un nombre plus important de collectivités défavorisées et de renforcer sa collaboration avec les ONGs qui fournissent déjà aujourd'hui une aide alimentaire.

Normes de Santé Européennes

Nous proposons de créer des nouvelles normes européennes afin d'engager les États membres de l'UE à améliorer rapidement l'offre de soins de santé. Nous orienterons des fonds du budget européen pour aider les régions qui ont des difficultés à atteindre ces normes.

Démocratiser le budget de l'UE

Nous introduirons de nouvelles mesures pour démocratiser le contrôle des ressources européennes. Nous permettrons aux citoyens et aux organisations de terrain de participer à la phase « pilote » de la procédure budgétaire du Parlement Européen, et consacrerons un financement à leurs propositions de projets, afin qu'ils puissent les défendre et faire une demande de financement complémentaire dans le cadre du budget global de l'UE.

- Souhaitez-vous que l'Union Européenne mette en place une politique active dans la création d'autoroutes ferroviaires ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

*La réduction massive du fret routier constitue une priorité absolue compte tenu des enjeux environnementaux et sociaux en cause. Nous soutenons le principe du ferroutage avec interdiction du transit routier des camions dans les zones à niveau de pollution élevé.
Pour cela un schéma européen de transport du fret par voies ferrées et fluviales doit être élaboré et faire l'objet d'un investissement conséquent.*

- Est-t-il pertinent de **développer les transports électriques** ? Si oui, par quels moyens ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Nous proposerons l'interdiction de vendre des véhicules particuliers neufs de type diesel sur tout le territoire de l'Union Européenne à partir de 2025, et des véhicules particuliers neufs à essence à partir de 2030.

Les constructeurs de véhicules polluants, qui sont les premiers avec les compagnies pétrolières à produire de la pollution atmosphérique, devront mettre en œuvre leurs ressources pour développer des moteurs alternatifs.

Véhicules électriques, mais surtout moteurs à hydrogène bénéficieront alors d'un investissement fort de la part de ces entreprises, contraintes de ne plus mettre de l'argent dans la conception de nouveaux modèles polluants.

Les usagers continueront à changer leurs véhicules au rythme de leurs besoins, et peu à peu l'ensemble des véhicules à essence sera éliminé du marché, mais sans pénaliser le consommateur final.

Énergies

- Pensez-vous que l'objectif de 32 % pour la part d'énergie renouvelable dans la consommation énergétique européenne en 2030 est (une réponse possible) :

	Trop élevé
	Adéquat
X	Insuffisant !

- Que proposez-vous pour que l'Union Européenne atteigne cet objectif, ou celui que vous souhaitez fixer ? Quelles énergies renouvelables faut-il favoriser ?

Notre réponse (maximum 2000 caractères espaces compris) :

Notre mouvement s'est fixé, en termes de consommation d'énergie, une baisse d'au moins 50% d'ici 2050.

Nous devons pour cela rénover, en France, annuellement 800 000 logements et 3,5 % des surfaces tertiaires.

Sortir des énergies fossiles et du nucléaire – 0 carbone en 2050. Le deuxième objectif est celui de remplacer notre production d'énergie nucléaire et fossile par une production d'énergie vraiment renouvelable. Le parc des 58 réacteurs nucléaires doit être suivi et diminué progressivement en fonction des contraintes de sécurité. En aucun cas ces réacteurs ne seront prolongés par des travaux de rénovation.

Les énergies de substitutions seront le biogaz, l'hydrogène, le solaire, l'éolien terrestre et maritime, couplés à du stockage. Le véhicule devra être électrique ou au biogaz pour le transport des usagers ou des marchandises. Les usages électriques et la biomasse seront préférés pour le bâtiment.

Ces objectifs nécessitent de mettre en œuvre un véritable outil de production national d'énergie :

- *L'éolien* doit produire 250 TWh avec plus de 20 000 éoliennes à installer,*
- *Le solaire doit produire 150 TWh en utilisant les toitures, les parkings, les friches, les terrains impropres à l'agriculture,*
- *Un plan national de méthanisation sera établi dans une conférence nationale et citoyenne,*
- *Enfin, la production hydraulique doit rester stable voir légèrement augmenter selon les capacités identifiées*

Voici un de nos 21 engagements pour l'Europe du 21^e siècle qui va dans ce sens :

Nous nous engageons pour une Europe zéro carbone en 2050 libérée des énergies fossiles et nucléaires.

- Quelles mesures proposez-vous en termes de **sobriété et d'efficacité énergétique** ?

Votre réponse (maximum 2000 caractères espaces compris) :

Notre mouvement est engagé dans la transition énergétique et propose :

- **D'adopter une vision globale et systémique** : des actions sectorielles ne suffiront pas à atteindre les réductions drastiques requises ni à faire les choix complexes qui ne manqueront pas de se présenter. La transition énergétique doit se penser au-delà des frontières. La coopération est indispensable.
- **Repenser les financements publics de la transition énergétique** : aujourd'hui le modèle dominant est une gestion privée. L'Europe et les collectivités doivent accompagner le développement du portage citoyen de la transformation énergétique.
- **Réintroduire du débat sur nos modes de vie** : l'exigence de sobriété va impliquer de devoir arbitrer collectivement un certain nombre de conflits d'usage. Les solutions techniques ne suffiront pas. Le politique et l'imagination sont indispensables. Il faut réinventer de nouvelles solutions multiacteurs et multibénéfices.

Voici un de nos 21 engagements pour l'Europe du 21^e siècle qui va dans ce sens :

Donnons l'argent européen au climat, pas aux banques. 500 milliards par an pour le Green New Deal. Nous nous engageons pour une Europe zéro carbone en 2050 libérée des énergies fossiles et nucléaires. Ces engagements seront tenus sur le sol européen sans recourir aux artifices du marché carbone. Nous financerons les investissements massifs dans les économies d'énergie, le logement et la rénovation thermique, les énergies renouvelables, et les mobilités propres par un engagement financier de 500 milliards d'euros par an, dégagé grâce à la mobilisation des banques centrales. Nous interdirons aux banques d'investir dans les projets d'énergies fossiles et intégrerons les objectifs climatiques de l'accord de Paris dans le mandat de la Banque centrale européenne.

- Soutiendrez-vous des mesures visant à limiter l'impact socio-environnemental et climatique des carburants importés et consommés dans l'Union européenne (sables bitumeux, GNL, agrocarburants tels que l'huile de palme...) ? Si oui, lesquelles ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Nous visons un changement profond du modèle économique actuel, non compatible avec la transition écologique. Les normes et règlements qui s'imposeront aux pays européens devront évidemment également s'appliquer aux importations. Pour chaque négociation d'accord commercial, nous défendrons des normes plus élevées en matière de protection de l'environnement, des droits humains, de santé publique, de droits du travail, de services publics, du bien-être animal et de droits des consommateurs.

Voici quelques extraits de notre programme du printemps européen :

Arrêtons les traités de libre-échange, arrêtons tous les TAFTA. Des normes écologiques et sociales aux frontières de l'Union pour les échanges commerciaux

L'Union européenne doit protéger ses industries stratégiques si elle veut réussir sa transition écologique. Les traités commerciaux actuels sont un non-sens fiscal, social et environnemental. Au contraire, il faut retrouver une souveraineté démocratique sur les secteurs stratégiques tels que la sécurité des données personnelles et le climat.

Nous refuserons que les produits importés en Europe favorisent le dumping social et détruisent l'environnement au nom du moindre coût. Nous mettrons en place les mesures financières correctrices : ajustement carbone aux frontières et clauses sociales protectrices. Par principe, tout accord engageant des reculs dans des domaines clés tels que l'agriculture, l'environnement, la santé, les métaux de base et les données numériques sera rejeté. Les funestes « tribunaux d'arbitrage », justice d'exception conçue pour les multinationales, doivent être purement et simplement interdits.

Refusons la prospection et l'exploitation du gaz de schiste et du pétrole de schiste en Europe

L'extraction de gaz et de pétrole de schiste et de houille altère durablement la qualité de nos sols. C'est pourquoi nous nous opposons à l'exploration comme à l'exploitation du gaz de schiste et du pétrole de schiste en Europe.

Production et consommation

- Souhaitez-vous que l'Union européenne impose des normes ambitieuses de réparabilité, de réincorporation des matériaux recyclés et d'approvisionnement responsables sur les produits et logiciels ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Le principe de l'obsolescence programmée doit être vigoureusement combattu. C'est pourquoi une directive européenne est indispensable pour que les produits mis sur le marché soit réparables de façon obligatoire, donc démontables, et que les pièces détachées soient disponibles pendant un délai de 10 ans minimum. La garantie des fabricants doit être portée à un délai plus long pour la base et très allongée pour les vices cachés.
En matière de logiciels, la portabilité ascendante doit être la règle de base.

- Êtes-vous en faveur de l'adoption d'objectifs de réduction (absolue) de la production et de l'importation d'objets du quotidien (textile, électronique, etc.), en particulier de produits particulièrement polluants ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

La question porte davantage sur le niveau et la vitesse de renouvellement des produits que sur l'interdiction de leur importation.

Pour les importations nous défendrons la mise en place d'une taxe aux frontières de l'Europe assise sur les conditions sociales et environnementales des produits. Ceci permettra de redonner une réelle place aux productions locales et aux circuits courts tout en défendant les conditions de travail ici à ailleurs.

Entreprises et Commerce

- Quelles propositions souhaitez-vous porter au Parlement Européen pour inciter les entreprises à être plus responsables, en particulier sur leur impact environnemental ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Les élu.es Génération.s se battront pour une imposition des entreprises qui intègre le bilan carbone émis par celles-ci. Plus le bilan sera élevé et plus le niveau de taxation le sera.

- Souhaitez-vous porter l'adoption au niveau européen d'une norme contraignante sur le respect des droits humains et de l'environnement par les multinationales tout au long de leur chaîne de valeur (filiales, sous-traitants, fournisseurs) ? Soutenez-vous le projet de traité sur les multinationales et les droits humains actuellement négocié à l'ONU ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Réalisons vraiment la justice sociale en Europe

Salaire minimum dans tous les Etats-membres, assurance-chômage européenne, taxe sur les différentiels de cotisations sociales sur le travail détaché, inspection européenne du travail avec pouvoir de sanction, 35 heures par semaine et 35 jours de congés pour tous les travailleurs en Europe... Les solutions pour tirer les droits sociaux vers le haut sont connues, appuyées par les ONG, les syndicats européens et les citoyen.nes, maintenant, appliquons-les ! Nous défendrons la portabilité des droits des personnes en situation de handicap à travers toute l'Europe.

- Pensez-vous que les **accords de libre-échange** et les **tribunaux d'arbitrages** (mécanisme de résolution des différends Investisseurs-États prévu dans les accords de libre-échange) soient bénéfiques à l'environnement ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Arrêtons les traités de libre-échange, arrêtons tous les TAFTA. Des normes écologiques et sociales aux frontières de l'Union pour les échanges commerciaux

L'Union européenne doit protéger ses industries stratégiques si elle veut réussir sa transition écologique. Les traités commerciaux actuels sont un non-sens fiscal, social et environnemental. Au contraire, il faut retrouver une souveraineté démocratique sur les secteurs stratégiques tels que la sécurité des données personnelles et le climat. Nous refuserons que les produits importés en Europe favorisent le dumping social et détruisent l'environnement au nom du moindre coût. Nous mettrons en place les mesures financières correctrices : ajustement carbone aux frontières et clauses sociales protectrices. Par principe, tout accord engageant des reculs dans des domaines clefs tels que l'agriculture, l'environnement, la santé, les métaux de base et les données numériques sera rejeté. Les funestes « tribunaux d'arbitrage », justice d'exception conçue pour les multinationales, doivent être purement et simplement interdits.

Fiscalité et finances

- Quelles sont d'après vous les solutions les plus efficaces pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre au niveau européen (classez de 1 : meilleure solution, à 5 : pire solution) ?

2	Normes et réglementation
3	Taxes
4	Marchés de droits à polluer
1	Subventions et investissement public
5	Incitations aux changements des habitudes des particuliers et entreprises

- Précisez pourquoi.

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Pour être efficace il faut mettre en œuvre simultanément plusieurs solutions et outils, aucun n'étant à lui seul suffisant. C'est un juste équilibre entre ces outils qui représente la solution.

- Quelles sont vos propositions concernant les subventions publiques aux énergies fossiles et leur fiscalité ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Nous interdirons aux banques d'investir dans les projets d'énergies fossiles et intégrerons les objectifs climatiques de l'accord de Paris dans le mandat de la Banque centrale européenne.

Nous mettrons en place les mesures financières correctrices : ajustement carbone aux frontières et clauses sociales protectrices

- Quelle est votre position concernant le **Pacte Finance-Climat** dont le but est de créer une banque européenne du climat et de la biodiversité ainsi qu'un fonds européen climat et biodiversité ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Notre programme comporte le « Green New Deal » cohérent avec le « Pacte finance-climat »

Donnons l'argent européen au climat, pas aux banques. 500 milliards par an pour le Green New Deal

Nous nous engageons pour une Europe zéro carbone en 2050 libérée des énergies fossiles et nucléaires. Par sa taille, l'Europe en a les moyens. Par sa taille, elle en a la capacité. Ces engagements seront tenus sur le sol européen sans recourir aux artifices du marché carbone. Nous financerons les investissements massifs dans les économies d'énergie, le logement et la rénovation thermique, les énergies renouvelables, et les mobilités propres par un engagement financier de 500 milliards d'euros par an, dégagé grâce à la mobilisation des banques centrales. Cet investissement est à la hauteur de l'enjeu historique qu'est la construction d'un nouveau modèle de société et la lutte contre le changement climatique et les inégalités. Il permettra de créer des centaines de milliers d'emplois durables et non-délocalisables. Nous interdirons aux banques d'investir dans les projets d'énergies fossiles et intégrerons les objectifs climatiques de l'accord de Paris dans le mandat de la Banque centrale européenne.

Institutions

- Souhaitez-vous limiter l'influence des lobbys sur les institutions européennes ? Si oui, quelles mesures proposez-vous ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

ABOLISSONS LES PRIVILÈGES POUR LIBÉRER L'EUROPE DES LOBBIES DES GÉANTS DE L'INDUSTRIE

Finissons-en avec le règne des lobbys. Exigeons la présence d'une vigie éthique (ONG) pour toute réunion avec des décideurs européens

A Bruxelles, tout le monde sait que de puissants lobbys industriels et financiers, géants du numérique en tête, dépensent des sommes folles pour influencer les politiques. Ils ne doivent plus faire la loi. Nous demanderons la réduction drastique des dépenses de lobbying, ainsi que la présence d'un tiers de confiance garant de l'éthique des discussions, dans toutes les réunions avec les décideurs européens.

Organisons le lobby citoyen (ONG, Syndicats, citoyen. nes tiré.es au sort) pour contrôler l'action de l'Europe.

Le « lobby citoyen » est force de propositions pour faire entendre la voix des Européens sur l'Union européenne auprès de nos députés. Nous lui donnerons les prérogatives et les moyens d'informer, de mobiliser et de contrôler les institutions européennes.

- Êtes-vous favorable à un renforcement des dispositions en matière de **contrôle et limitation des conflits d'intérêts** et de lutte contre **le « pantouflage »** (afin d'empêcher les décideurs publics d'être influencés par la perspective de poursuivre leur carrière dans le secteur privé après la fin de leur mandat) ?

Votre réponse (*maximum 2000 caractères espaces compris*) :

Nous défendons la mise en place de règles particulièrement strictes qui empêchent tout pantouflage pendant une longue durée. Cela va de pair avec la réduction des possibilités d'intervention des lobbys.